



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Lutte contre le réchauffement climatique

Question au Gouvernement n° 882

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Mme la présidente . La parole est à Mme Cyrielle Chatelain.

Mme Cyrielle Chatelain . Monsieur le premier ministre, sur tous les continents, l'extrême droite mène une guerre contre l'écologie. Pourtant, hier, dans votre discours de politique générale, vous n'en avez pas dit un mot. Donald Trump présente le changement climatique comme une grande arnaque, Milei rase les forêts, Poutine se réjouit de la fonte du permafrost en Sibérie et leur alliée, l'extrême droite européenne, exige l'abandon du pacte vert. Les scientifiques de tous les pays, y compris en France, font face à une croisade obscurantiste. Quelque 90 % des militants écologistes subissent des violences en ligne et sont parfois physiquement menacés.

Dans ce contexte, votre silence est alarmant. (*Applaudissements* sur les bancs du groupe EcoS et sur quelques bancs du groupe SOC.) Il nous fait craindre que vous ayez déjà abdiqué, d'autant plus que la politique conduite depuis 2022 est celle du grand bond en arrière s'agissant de l'écologie, avec pas moins de quarante-trois reculs environnementaux depuis le printemps.

Je n'ai pas le temps de vous questionner sur l'ensemble de ces reculs. Je n'aborderai donc qu'un seul sujet, pour lequel le gouvernement est décisionnaire : notre trajectoire climatique. J'ai deux questions. D'abord, dix ans après l'accord de Paris, allez-vous cesser de bloquer la hausse des objectifs climatiques au niveau européen ? Ensuite, allez-vous publier une programmation pluriannuelle de l'énergie sérieuse pour garantir le développement de l'éolien et du solaire (*Applaudissements* sur les bancs du groupe EcoS et sur quelques bancs du groupe SOC – M. Jimmy Pahun applaudit également) et permettre que, d'ici à 2030, 44 % de l'énergie que nous consommons soit d'origine renouvelable ?

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre.

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . Je vous l'ai dit : hier, je ne pouvais pas parler de tout, au regard de la situation politique. Vous me permettrez de me livrer, en répondant à votre question, à une séance de rattrapage. Sans mépris aucun pour l'Assemblée nationale, j'aurai l'occasion d'y revenir plus longuement au Sénat, s'agissant notamment de la dimension locale des politiques environnementales.

Plusieurs défis sont devant nous. Je répondrai à vos deux questions et j'irai même un peu plus loin. La priorité est de continuer la décarbonation d'une partie de notre économie et de notre vie quotidienne. C'est une évidence en matière d'émissions et de souveraineté. Vous le savez, c'est aussi une évidence en matière économique car des filières économiques ont été créées sur le territoire, qui sont désormais porteuses d'emplois, et il n'y aurait rien de pire que de faire du *stop and go* – pour parler en mauvais français –, ce qui fragiliserait l'élan donné. Cela va peut-être trop lentement et le débat à ce sujet aura lieu si vous laissez la discussion budgétaire se tenir ici même. Il est en tout cas clair que freiner définitivement nos efforts de sobriété énergétique nous exposerait aux pires difficultés.

J'en viens à la production d'énergie, au sujet de laquelle vous avez posé une question très précise. C'est la même urgence : la décarbonation est essentielle pour des raisons non seulement climatiques mais aussi – pardon ! – géopolitiques. Dépendre du Moyen ou du Proche-Orient, de la Russie, d'un certain nombre de grands compétiteurs est évidemment inacceptable. On ne pourra pas parler de réindustrialisation si notre politique énergétique n'est pas au niveau. Si vous nous demandez si nous souhaitons ou allons dégrader, dans les documents à venir, nos objectifs en matière d'énergies renouvelables, la réponse est non.

En revanche, nous devons davantage interroger la manière dont l'argent public est employé pour financer les énergies renouvelables et faire en sorte qu'il n'y ait pas de rente de situation. Je sais de quoi je parle car j'étais secrétaire d'État chargé de ces sujets il y a huit ans. On voit bien qu'aujourd'hui, la situation du marché de l'électricité, la structure des coûts afférents aux énergies renouvelables, les filières économiques, s'agissant par exemple de l'éolien en mer, tout comme la manière d'équilibrer notre système électrique et de stocker cette énergie ne sont pas les mêmes qu'alors. Le vrai débat relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie portera sur le nucléaire – je sais que nous ne sommes pas d'accord à cet égard et je l'assume –, les énergies renouvelables et les bons moyens d'éviter que des effets de rente, des effets de bord ne découlent du financement de ces énergies. Ce sujet est essentiel.

Troisième thème, qui chevauche le national et le local : la biodiversité, un terme que je n'ai pas prononcé hier à l'occasion de mon discours de politique générale, pas plus que vous dans votre question. Ce thème pose la question des déchets, celle de l'eau et celle de la lutte contre les pollutions, sur laquelle la ministre chargée de l'écologie reviendra très prochainement. La dynamique et les enjeux afférents sont aussi globaux, nationaux que locaux. Nous ne ferons pas l'impasse sur un réexamen de la planification écologique à l'échelon local : les compétences en question sont fondamentalement décentralisées et les élus locaux doivent s'en emparer davantage. Nous en débattons peut-être. Étant donné l'endroit d'où je viens, en tant qu'ancien maire et ancien président de département, je reste convaincu que c'est absolument essentiel.

La dernière étape est bien sûr internationale et européenne : il s'agit de faire en sorte que la France continue de mener le combat politique que vous avez décrit, à un moment où le climatoscepticisme est plus puissant qu'il y a cinq ou dix ans. Ce qui, ces dernières années, était évident ou du moins à peu près consensuel a cessé de l'être, y compris au regard des politiques menées par un certain nombre de grandes puissances. Je crois pouvoir dire que la nomination, que vous n'avez ni citée ni saluée, de Monique Barbut témoigne, eu égard à son engagement et à son bilan de femme dirigeante d'ONG, de ce que le gouvernement de la République est capable de faire pour la France ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe EPR et sur quelques bancs du groupe Dem.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme Cyrielle Chatelain.

Mme Cyrielle Chatelain . Je vous ai connu plus précis, monsieur le premier ministre : vous n'avez rien dit sur le soutien à la hausse des objectifs climatiques à l'échelon européen, qui requiert un combat immédiat, et vous n'avez rien répondu au sujet de l'objectif de production d'énergies renouvelables à hauteur de 44 % de notre consommation énergétique.

Surtout, je vous alerte : la France n'a diminué ses émissions de gaz à effet de serre que de 0,8 % alors que ce chiffre aurait dû atteindre 5 %. Cela doit être notre priorité. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe EcoS. – Mme Dieynaba Diop applaudit également.*)

Données clés

Auteur : [Mme Cyrielle Chatelain](#)

Circonscription : Isère (2^e circonscription) - Écologiste et Social

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 882

Rubrique : Climat

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 octobre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 16 octobre 2025